Le 13-03-2024

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Si l'abstention aux « élections » européennes est toujours requise en temps ordinaires, elle devient impérative lorsque les temps deviennent extraordinaires. C’est le cas aujourd'hui avec les menaces de guerre proférées par l’Union européenne – et particulièrement la Macronie - contre la Russie et son soutien à Israël dans le massacre du peuple palestinien à Gaza.

Abstention systématique, en effet, en période normale, car le but du système de l'Union européenne, par construction, est incompatible avec la démocratie. Il est d'interdire à tout jamais la mise en place de gouvernements s'inspirant de la période d'après-guerre. Dans les années 1944-1948, la plupart des pays de l'Europe occidentale avaient des gouvernements composés de communistes, socialistes et sociaux-démocrates, démocrates-chrétiens, gaullistes (pour la France), droite modérée, anciens résistants de toutes tendances… Dans la foulée des mouvements de résistance au nazisme (le Conseil national de la Résistance et son programme en France), ils ont conduit des politiques de reconstruction nationale, sociale, démocratique, institutionnelle, économique et de paix. Mais très vite, les classes dominantes et les États-Unis ont cherché à éviter que ne se reproduisent de telles expériences défavorables à leurs intérêts. Un système de « construction » européenne, impulsé par les États-Unis et orienté vers leurs intérêts et ceux des classes dominantes, voyait alors le jour. Il était animé par des personnalités proches des États-Unis et particulièrement de la CIA, comme Jean Monnet en France. Il s'agissait d'inventer des mécanismes institutionnels susceptibles d'entraver, voire d'empêcher des politiques favorables aux intérêts des peuples.
Le traité de Rome (1957) voyait le jour et constituait le lancement à grande échelle de cette stratégie visant à museler les peuples. Bien sûr, ces objectifs n'étaient pas rendus publics. Ils étaient camouflés derrière des mièvreries du genre : « l'Europe de la paix, l'Europe sociale, l'Europe de la démocratie »… « L'Europe, l'Europe, l'Europe », comme disait le général de Gaulle.**La réalité a tranché : nous avons eu de fait la guerre, l'austérité permanente et l'autoritarisme dans tous les domaines, à partir de traités européens d'inspiration néolibérale.**
À l'époque, le PCF et le général de Gaulle, opposés au traité de Rome, avaient vu juste. Aujourd'hui, le P« C »F et ce qu'il reste de gaullistes, comme bien d'autres, ont été aspirés, malaxés et digérés par le système de Bruxelles.

L'invention des « élections » pour élire un « parlement » européen, en 1979, avait pour but de relancer la « construction » européenne qui « s'essoufflait », notamment du fait de son « déficit démocratique ». Il fallait, avec ces « élections », donner l'illusion de la démocratie.**Pourtant, aucun « Parlement » européen n'est possible, car il n'existe pas de peuple européen qui pourrait se placer comme souverain d'un Etat européen.** En réalité, un « parlement » européen, avec les prérogatives d'un vrai parlement, aurait nécessairement conduit à la disparition des parlements nationaux. En outre, ce « parlement » européen ne pourrait qu'appliquer les articles des traités européens, il ne pourrait pas les changer.
Tout montre par conséquent qu'il s'agit de fausses élections pour élire un faux parlement. Dès lors, pourquoi participer à cette mascarade ? Certains rétorquent qu'il est possible de changer le système de l'intérieur. Une double raison rend cette perspective illusoire.

D'abord, **sur le plan juridique, les traités européens doivent recueillir l'unanimité des pays membres pour être révisés.** Un unanimisme peut être éventuellement trouvé sur des questions relativement secondaires. En revanche, sur des questions stratégiques comme celles touchant à la monnaie (l'euro), au commerce international et intérieur, etc., aucune force politique exerçant le pouvoir à l'heure actuelle n'existe dans le système de l'Union européenne pour procéder à de tels changements, comme par exemple la dissolution de l'euro. Ensuite, l'expérience montre que le « Parlement » européen est un édredon qui absorbe toutes les velléités de changement. On a pu constater que la plupart des députés européens critiques envers le système de Bruxelles au début de leur mandat, après être passés dans la centrifugeuse qu'était le « Parlement » européen, en ressortaient parfaitement bien clonés en agents du système de Bruxelles…

D'autres, pour justifier leur participation à ce simulacre électoral, prétendent transformer le «

Parlement » européen en tribune pour gagner en notoriété et faire connaître leur combat. Là également, **l'expérience montre que le « Parlement » européen n'a jamais réussi à favoriser la notoriété de personnalités eurocritiques.** Le cas de Nigel Farage (le père du Brexit en Grande-Bretagne) est souvent cité pour tenter de prouver le contraire. Il a siégé au « Parlement » européen de 1999 à 2020. Pourtant, sa notoriété ne tient pas à sa présence au « Parlement » de Strasbourg, elle tient à son combat depuis le début des années 1990, sur le terrain, en Grande-Bretagne. Ensuite, à partir de 2017, devenu animateur radio, il a bénéficié d'une large publicité…
Au total, comme semblent l'avoir compris des majorités parfois imposantes dans certains pays [1] , l'abstention aux « élections » européennes est l'acte politique le plus fécond pour marquer son rejet du système de Bruxelles.

En 2024, des circonstances particulièrement graves décuplent la nécessité de l'abstention et d'une campagne de boycott

Une folie meurtrière suicidaire s'est emparée des maîtres de Bruxelles, Francfort, Paris et Strasbourg, le tout encouragé par Washington. Certes, les attaques du Hamas massacrant des civils en Israël sont inexcusables et méritent une riposte à la hauteur de cette abomination. Mais il est encore plus inexcusable de conduire les civils de Gaza vers un génocide dénoncé par la Cour internationale de justice. C'est l'Union européenne, avec les Etats-Unis, qui arme le régime raciste israélien qui, à ce jour, a assassiné plus de 30 000 personnes à Gaza, essentiellement des enfants, femmes et vieillards. Il est horrible de constater que les bombardements des nazis sur Londres pendant la Seconde Guerre mondiale ont fait 40 000 morts. L'Etat d'Israël va-t-il battre ce record macabre ? Le système de l'Union européenne est complice, il a du sang sur les mains.

Par ailleurs, l'Union européenne fournit de l'argent, des armes, des munitions, du renseignement et des troupes pour l'instant chargées de la formation de l'armée ukrainienne. Même s'il a été démenti par les dirigeants américains et européens, Emmanuel Macron a dit tout haut ce que tous les autres pensent tout bas : envoyer des troupes en Ukraine. Macron veut envoyer la jeunesse française se faire tuer non pas pour Kiev, mais pour Washington qui tire les ficelles en faisant faire la guerre à sa place par le malheureux peuple ukrainien.

La propagande continue d'une « menace russe » contre les pays membres de l'Union européenne, répétée en boucle dans tous les médias, est largement instrumentalisée. Elle vise avant tout à inquiéter les populations et à profiter de l'angoisse qu'elle génère afin d'avancer l'idée de la nécessité d'un « saut fédéral » européen. Ainsi, les armées de l'OTAN seraient libres de circuler dans tous les pays de l'Union européenne sans autorisation préalable. Une gendarmerie européenne pourrait intervenir à tout moment, partout, à partir d'un commandement centralisé à l'échelle du système de Bruxelles, y compris pour réprimer les mouvements sociaux. Le vote du Conseil européen à l'unanimité disparaîtrait. L'augmentation des budgets des armées, favorable aux marchands de canon, surtout américains, serait compensée par la baisse des budgets sociaux…

En fait, le saut fédéral européen réduirait encore plus les libertés et la démocratie dans les pays membres du système de l'Union européenne. C'est le chantage à la guerre. Pour faire aboutir cette fédéralisation, les eurolâtres sont prêts à tout, y compris en sous-estimant les risques de guerre sur notre sol si la Russie est attaquée directement.
La guerre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) contre la Russie, avec le soutien actif de l'Union européenne, confirme l'origine atlantiste et belliciste du système de l'Union européenne qui s'est totalement alignée sur les États-Unis et qui, par ses livraisons d'armes, alimente la guerre. L'Union européenne, ce n'est pas la paix, c'est la guerre. Si l'Union européenne voulait vraiment la paix, elle cesserait immédiatement ses livraisons d'armes et se placerait en

intermédiaire entre la Russie et l'Ukraine pour imposer des négociations et d'abord un cessez-le-feu.

Le système politique appelé « Union européenne » est le contraire d'un projet de solidarité internationale, de paix, d'émancipation humaine et sociale, de démocratie et de reconnaissance de la souveraineté des peuples.

S'abstenir aux « élections » européennes du 9 juin freinera la folie guerrière qui est en cours afin d'envoyer un message de paix. Seul un niveau record d'abstentions permettra d'envoyer un message clair pour la démocratie et la paix. Aucune des listes en concurrence – à commencer par Macron et Le Pen, les deux faces de la même pièce euro-atlantique - à l'occasion de cette fausse élection, ne peut porter seule et incarner ces ambitions

Alors le 9 juin abstenez-vous, et plus encore participez à la campagne de boycott de cette « élection » qui est en train de s'organiser !

Je signe l'appel ICI

Je rejoins le Mouvement pour le boycott et l'abstention aux élections européennes 2024 ICI

Premiers signataires

· Dynamique populaire constituante (DPC)
· Parti de la démondialisation (Pardem)
· Pôle de renaissance communiste en France (PRCF)
· Jeunesse communiste renaissance en France (JCRF)
· Rassemblement du peuple souverain pour une France indépendante et une république sociale (RPS-Fiers)

1 Depuis 1979, date de la première « élection » européenne, les citoyens votent de moins en moins, refusant de participer à cette mascarade. En 1979, à l'échelle européenne, 38 % d'abstentions, blancs et nuls. En 2014, 57 %, soit + 19 points ! Hélas, en 2019, à l'occasion d'un déluge médiatique pro-européiste délirant, le taux d'abstentions, blancs et nuls a baissé un peu, à 49 %. En France, en 1979, le taux des abstentions, blancs et nuls n'était que de 39 %, en 2014, il atteignait 59 %, un excellent score de +20 points par rapport à 1979. Malheureusement, comme au niveau du système de l'Union européenne, l'abstention, les blancs et les nuls régressaient en 2019, à 49 %. Félicitation à des pays comme la Slovaquie qui ne manifestent que la plus profonde indifférence envers le système de l'Union européenne, avec 77 % d'abstentions, blancs et nuls. Félicitations également pour la République Tchèque (71 %), la Slovénie (71 %), la Hongrie (70 %), le Portugal (69 %). En 2024, il faudra donc absolument remonter la barre avec un score d'au moins 50% d'abstentions et de blancs et nuls en France.

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire